

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 4 de l'ordre du jour

CX/AFRICA 25/25/4

Décembre 2024

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE

Vingt-cinquième session

Kampala (Ouganda)

27- 31 janvier 2025

SÉCURITÉ SANITAIRE ET QUALITÉ DES ALIMENTS DANS LA RÉGION AFRIQUE

(Document établi par la FAO et l'OMS)

INTRODUCTION ET CONTEXTE

1. Les membres de la région doivent continuer à traiter les problèmes de sécurité sanitaire des aliments avec efficacité et dans les meilleurs délais. Depuis la dernière session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique (CCAFRICA), en septembre 2022, la FAO et l'OMS ont continué à renforcer les capacités des membres afin qu'ils puissent améliorer leurs systèmes de contrôle des aliments, ce qui, à terme, contribuera à l'accroissement des échanges intra-africains de produits alimentaires et agricoles sûrs et de qualité.

SOUTIEN DANS LE SECTEUR DU COMMERCE: ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE ET PROGRAMME DE FACILITATION DES ÉCHANGES

2. La FAO continue d'aider les États membres de l'Union africaine (UA) à mettre en œuvre l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine afin d'accroître les échanges intra-africains en utilisant diverses approches complémentaires axées sur le commerce, la sécurité sanitaire des aliments et les chaînes de valeur et en se plaçant sous l'angle des systèmes agroalimentaires pour analyser les problèmes et prêter une assistance.
 - La FAO a organisé à Johannesburg, du 26 au 28 juin 2024, un atelier qui visait à faciliter les échanges commerciaux et à remédier à des difficultés dans le secteur agricole en Afrique. Vingt-sept participants venant du Cameroun, de Maurice, de la Namibie, de la Tanzanie et de la Tunisie y ont assisté. La première séance de l'atelier était une manifestation de haut niveau consacrée aux difficultés en matière d'échanges et d'agriculture dans la Zone de libre-échange continentale africaine. Les participants se sont penchés sur des problèmes cruciaux ayant trait à l'intégration commerciale, au commerce agricole et à la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine. La deuxième séance, qui portait sur l'Initiative commerciale guidée (ICG), visait à faciliter le partage de connaissances et l'échange d'informations entre les pays africains. Les séances ont consisté à recenser les obstacles au commerce, en particulier ceux qui sont liés aux obligations relatives à la sécurité sanitaire des aliments, et à y remédier, afin de contribuer aux efforts d'harmonisation des normes et de fluidification des échanges entre les pays.
 - Par ailleurs, la FAO met actuellement en œuvre un projet régional dans le cadre de son Programme de coopération technique (PCT) afin d'aider les États membres de l'UA à développer des chaînes de valeur agricoles inclusives. Le projet a été conçu pour faciliter une mise en place efficace de la Zone de libre-échange continentale africaine et renforcer l'intégration régionale, les échanges, et les systèmes agricoles sur tout le continent.
 - Depuis la fin de l'année 2022, une assistance dans le domaine du renforcement des capacités est prêtée à de petites et moyennes entreprises (PME) de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Niger et Sénégal), et il sera fait de même à partir de 2025 en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud et Tanzanie), afin de les aider à se conformer aux normes alimentaires régionales et internationales. Les activités de renforcement des capacités ont consisté à définir les produits

alimentaires prioritaires et les risques de sécurité sanitaire qui leurs sont associés et à organiser une série de formations sur les bonnes pratiques de fabrication (BPF) et les bonnes pratiques d'hygiène (BPH) à l'intention des professionnels du secteur alimentaire, le but étant d'améliorer la conformité aux normes internationales.

- Grâce au soutien financier du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF), la FAO apporte actuellement son aide au Mali et au Sénégal dans le domaine de la facilitation des échanges, l'accent étant mis sur deux chaînes de valeur importantes, à savoir le poisson fumé et les mollusques et crustacés, dans le but de renforcer les capacités en matière de respect des normes internationales. Au Mali, un prototype de fumoir à poisson a été mis au point et donné à des associations de femmes du secteur de la transformation de produits de la pêche, et des formations aux BPF et aux BPH ont été dispensées afin d'améliorer la qualité du poisson fumé et de réduire les niveaux d'hydrocarbures aromatiques polycycliques et de résidus de pesticides.
- La FAO a achevé son projet de soutien au Programme de facilitation des échanges du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), qui était financé par le Fonds européen de développement au titre de sa 11^e reconstitution. Dans le cadre du projet, qui portait sur des questions liées à la sécurité sanitaire des aliments et à des aspects phytosanitaires, deux principaux résultats étaient escomptés:
 - Un renforcement de la base de données sur les risques et les éléments factuels aux fins de l'établissement d'une réglementation pour des produits alimentaires essentiels: on a mis à la disposition de quatre pays pilotes (Kenya, Ouganda, Zambie et Zimbabwe) des outils scientifiques, un cadre de concertation et d'importantes données et informations contextuelles sur la situation concernant la mise en œuvre des contrôles réglementaires et non réglementaires de la sécurité sanitaire des aliments. Les pays ont organisé une consultation régionale en 2023 afin de réfléchir à la manière dont on pourrait harmoniser les contrôles au sein du COMESA au moyen d'un cadre convenu de mesures réglementaires ayant trait à la sécurité sanitaire des aliments. Des avis concernant des approches non réglementaires ont également été examinés.
 - Une analyse des capacités en matière de contrôle des importations, la mise au point collective d'un plan d'action et la tenue de cours de formation régionaux et nationaux, qui devaient déboucher sur la création de cadres de catégorisation des risques permettant d'orienter les contrôles aux frontières dans six pays pilotes (Comores, Djibouti, Égypte, Madagascar, Soudan et Tunisie). En outre, un projet de document technique présentant des considérations régionales au sujet de l'échange d'informations sur les systèmes nationaux de contrôle des aliments et visant à faciliter le commerce a été élaboré, sur la base des orientations du Codex Alimentarius, pour étayer les futurs débats des membres du COMESA.
- Dans le cadre du programme mondial de l'Union européenne (UE) visant à soutenir la politique sanitaire et phytosanitaire de l'Union africaine et grâce à un financement de l'UE, la FAO a également conduit une série d'évaluations des systèmes phytosanitaires, ainsi que des systèmes nationaux de contrôle des aliments, au moyen d'outils ancrés respectivement dans la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et la Commission du Codex Alimentarius, à savoir l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires et l'outil d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments de la FAO et de l'OMS, dans 12 pays au total (Comores, Djibouti, Égypte, Eswatini, Kenya, Malawi, Maurice, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Zambie et Zimbabwe). Outre le fait de fournir des évaluations nationales et des plans stratégiques détaillés aux fins du renforcement du contrôle des aliments et des systèmes phytosanitaires, l'objectif était de présenter à l'UA une analyse des besoins les plus récurrents en matière de renforcement des capacités, auxquels il sera accordé le rang de priorité au niveau continental. Toujours dans le cadre du programme mondial de l'UE visant à apporter un appui à l'UA sur des questions sanitaires et phytosanitaires, et en étroite collaboration avec la FAO, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) met actuellement en œuvre une approche similaire des évaluations en utilisant ses instruments d'évaluations (Programme-Vision-Stratégie, performances des Services vétérinaires), afin de compléter l'éventail des évaluations récentes disponibles dans les trois domaines sanitaires et phytosanitaires.

STRATÉGIES MONDIALES POUR LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

OMS

3. En août 2024, le Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, à sa 74^e session, a adopté un cadre régional afin d'orienter les États membres de l'OMS de la région Afrique lors de la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments 2022-2030. L'objectif du cadre régional consiste à accélérer

la prise de mesures visant à renforcer les systèmes sécurité sanitaire des aliments dans la région Afrique. Il est fondé sur une approche globale et intégrée qui s'applique à l'ensemble de la filière alimentaire et consiste à s'appuyer sur des éléments concrets et des interventions axées sur le risque pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans la région Afrique¹.

4. Une Alliance de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments a été créée lors d'une réunion organisée en collaboration avec les Centres des États-Unis d'Amérique pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), en mai 2024. L'Alliance de l'OMS contribuera à la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments 2022-2030, dont une des composantes principales est la surveillance des maladies d'origine alimentaire. Lors de la réunion de lancement, les centres collaborateurs de l'OMS et les partenaires participants ont élaboré un mandat et un plan de travail pour l'Alliance.

FAO

5. La 33^e session de la Conférence régionale pour l'Afrique s'est tenue du 18 au 20 avril 2024, au Maroc, selon une modalité hybride, et avait pour thème «Systèmes agroalimentaires résilients et transformation rurale inclusive». Lors de la Conférence, l'attention a été appelée sur la mise en œuvre du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO et des *quatre améliorations* qui consistent à apporter des améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie, sans laisser personne de côté.
6. Il a été confirmé que le domaine prioritaire «Des aliments salubres pour tous» (AN 3) était une composante essentielle de la priorité régionale 2 (Systèmes efficaces et équitables en matière d'alimentation et de nutrition), qui privilégie deux domaines d'action principaux: i) faire en sorte que les aliments nutritifs soient sûrs, disponibles et accessibles et ii) ouvrir des débouchés commerciaux pour une croissance inclusive. La Conférence régionale a également mis en évidence le fait qu'il était important de tirer parti de la science et de l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine.

SYSTÈMES NATIONAUX DE CONTRÔLE DES ALIMENTS

Évaluation des systèmes de contrôle des aliments en Afrique

7. Des efforts constants sont consentis pour aider les membres à utiliser l'outil d'évaluation FAO/OMS dans le cadre de l'évaluation des systèmes nationaux de contrôle des aliments, ce qui constitue une bonne base pour encourager l'harmonisation des cadres réglementaires, des politiques et des pratiques à l'aide des orientations du Codex Alimentarius et susciter des progrès homogènes. L'OMS a contribué aux évaluations menées au Cameroun et à Cabo Verde. Avec le soutien de l'UE, la FAO a mené à bien l'évaluation des systèmes nationaux de contrôle des aliments de 10 pays de l'UA (Comores, Djibouti, Égypte, Eswatini, Kenya, Maurice, Ouganda, Rwanda, Seychelles et Zimbabwe). Grâce au soutien financier de la Banque africaine de développement, les profils de pays du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal ont été établis. Il s'agissait de la première grande étape de l'évaluation des systèmes de contrôle des aliments. La FAO continue à s'employer à mobiliser des ressources financières afin de pouvoir terminer l'évaluation intégrale des systèmes de contrôle des aliments de ces trois pays d'Afrique de l'Ouest. En outre, la FAO, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), vient de commencer l'évaluation du système de contrôle des aliments du Libéria.

Fonds fiduciaire du Codex

8. Grâce au système de mentorat établi par la FAO et l'OMS pour aider les pays à présenter des candidatures bien étayées au Fonds fiduciaire du Codex (FFC), 30 pays² de la région Afrique sont à présent bénéficiaires du FFC. Trois autres pays, la Namibie, la Somalie et le Togo, ont reçu l'approbation technique du Comité directeur du FFC dans le cadre de l'appel à candidatures de 2023 relatif au 8^e cycle de financement. Huit pays³ ont depuis lors mené à terme leurs projets et ont accompli des progrès considérables en matière de renforcement des capacités et de gestion de leurs programmes nationaux du Codex.

¹ <https://www.afro.who.int/sites/default/files/2024-08/AFR-RC74-10%20Cadre%20de%20mise%20en%20%C5%93uvre%20de%20la%20Strat%C3%A9gie%20mondiale%20pour%20la%20s%C3%A9curit%C3%A9%20sanitaire%20des%20aliments%202022-2030%20dans%20la%20R%C3%A9gion%20africaine.pdf>.

² Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Comores, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Niger, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

³ Bénin, Gambie, Ghana, Guinée, Madagascar, Nigéria, Rwanda, Sénégal.

9. Dans le cadre des activités de mentorat, l'OMS, en collaboration avec le CCAFRICA et avec la participation du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, a organisé en novembre 2023 un atelier de formation régional destiné à 14 pays qui était consacré à l'amélioration de la participation aux travaux du Codex et à l'élaboration de candidatures bien conçues en vue de leur présentation au FFC2. Une séance de formation pratique a eu lieu lors de l'atelier, dans le cadre de laquelle chaque pays remplissant les conditions requises a été appairé à un pays qui avait obtenu le droit de bénéficier du mentorat.
10. Le soutien que prêtent actuellement la FAO et l'OMS aux fins de la mise en œuvre de projets nationaux du FFC2 a permis de nouer des partenariats de jumelage entre des pays, qui ont ainsi pu mieux comprendre la participation aux sessions du Codex et partager leur expérience dans le domaine de la gestion des activités du Codex au niveau national. Depuis lors, des manuels de procédure ont été mis au point, ce qui a entraîné une amélioration du fonctionnement des structures nationales du Codex. Des spécialistes nationaux ont été formés dans plusieurs domaines, notamment la structure et le fonctionnement du Codex, la production de données, l'analyse des risques, les groupes de travail électroniques et le système de mise en ligne des observations (OCS), ainsi que les procédures permettant d'établir et de défendre une position nationale dans le cadre des travaux du Codex. Cette formation a permis de constituer un vivier de spécialistes des questions liées au Codex au niveau national, tandis que des efforts de sensibilisation ont été menés pour susciter la participation des autorités de haut niveau aux activités du Codex au niveau national. Afin de faire en sorte que davantage de normes du Codex soient adoptées dans les pays, des normes alimentaires nationales s'inspirant de normes du Codex ont été élaborées, les autorités de réglementation ont été formées à l'alignement des normes nationales sur les normes du Codex et des acteurs importants ont été formés à certaines normes du Codex.
11. Sous l'égide du secrétariat du FFC, la FAO et l'OMS ont aidé les délégués de pays bénéficiaires du FFC à participer à une formation consacrée aux bonnes pratiques du Codex, qui s'est tenue à Séoul (République de Corée), en décembre 2023 et décembre 2024. L'objectif de cette formation était de tirer des enseignements de la mise en place d'un système du Codex en République de Corée et de se servir de ces enseignements pour continuer à renforcer le Codex dans les différents pays des participants.

INFOSAN

12. En 2023 et 2024, des activités visant à renforcer les capacités d'intervention d'urgence dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et la participation au Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) ont été menées conjointement par les bureaux régionaux de l'OMS et de la FAO dans plusieurs pays, en collaboration avec le secrétariat d'INFOSAN. En 2023, des ateliers de présentation se sont tenus en République démocratique du Congo et au Congo afin de faire connaître le mode de fonctionnement d'INFOSAN lors de situations d'urgence ayant trait à la sécurité sanitaire des aliments et les modalités favorisant une participation efficace au réseau.
13. En outre, un soutien a été prêté dans le cadre d'ateliers nationaux multisectoriels qui ont eu lieu au Burkina Faso, au Libéria, au Lesotho, au Mali, en Namibie et au Niger, en 2024. Lors de ces ateliers, les autorités nationales concernées par les interventions d'urgence dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments ont pu en apprendre davantage sur le Réseau, comprendre leurs rôles et responsabilités en tant que membres d'INFOSAN lors des situations d'urgence et approfondir leurs connaissances sur le lien entre INFOSAN et le Règlement sanitaire international dans ce contexte. En outre, des orientations ont été données aux autorités nationales en ce qui concerne l'élaboration de plans d'intervention en cas de situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments. Des feuilles de route nationales sur le renforcement des interventions d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments ont depuis lors été élaborées dans les pays.

Résistance aux antimicrobiens

14. L'OMS continue d'aider des pays à renforcer la surveillance intégrée des *Escherichia coli* productrices de bêta-lactamases à spectre étendu (BLSE) chez l'être humain, dans l'alimentation et dans l'environnement au Burkina Faso, au Ghana, au Nigéria, au Sénégal et au Zimbabwe. Un webinaire régional s'est tenu en 2023 afin de continuer à promouvoir la mise en œuvre de la surveillance intégrée des *E. coli* productrices de BLSE et de partager des réalisations et de l'expérience acquise au niveau régional.
15. En août 2023, lors de la 73^e session du Comité régional pour l'Afrique, une stratégie régionale pour l'accélération de la mise en œuvre et du suivi des plans d'action nationaux contre la résistance aux antimicrobiens en 2022-2030 dans la région Afrique de l'OMS a été adoptée. La stratégie régionale contre la résistance aux antimicrobiens vise à orienter les efforts de lutte contre la résistance aux antimicrobiens que

mènent les membres et préconise des interventions importantes pour améliorer la mise en œuvre des plans d'actions nationaux dans la logique de l'approche «Une seule santé»⁴.

Surveillance des maladies d'origine alimentaire

16. L'OMS a mis au point une feuille de route régionale qui permettra de renforcer progressivement la surveillance des maladies d'origine alimentaire et les capacités d'intervention dans l'ensemble de la région. Une série de webinaires régionaux a été organisée en septembre 2024, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine et le Centre africain de prévention et de lutte contre les maladies, afin de donner aux pays des orientations sur les principaux trains de mesures permettant de mettre en place une surveillance des maladies d'origine alimentaire et des systèmes d'intervention. Des efforts sont actuellement menés pour lancer des projets pilotes sur la surveillance des maladies d'origine alimentaire.

Analyse des risques

17. Depuis la 23^e session du CCAFRICA, la FAO et l'OMS ont continué d'apporter leur soutien aux fins du renforcement des capacités d'analyse des risques dans la région. Dans le cadre de la mise en œuvre de projets du PCT, des formations consacrées à l'analyse des risques (évaluation des risques, gestion des risques et communication sur les risques) ont été dispensées par la FAO au Mali et une formation sur l'évaluation des risques s'est déroulée en Gambie. En outre, une formation régionale sur les fondements scientifiques du Codex, qui était axée sur la production et la fourniture de données aux fins de l'établissement de normes, a eu lieu en septembre 2023 au titre d'un projet collectif financé par le FFC et destiné à cinq pays (Burundi, Kenya, Ouganda, Soudan du Sud et Tanzanie). La FAO a également dispensé des formations sur la classification et la hiérarchisation des risques au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal, avec le soutien de la Banque africaine de développement. L'OMS a formé le Burkina Faso, le Bénin, le Malawi et Maurice à la gestion des risques et à la production de données aux fins de l'établissement de normes.

Système de gestion de la sécurité sanitaire des aliments

18. La FAO se sert de la boîte à outils sur les bonnes pratiques d'hygiène (BPH) et l'analyse des risques aux points critiques (HACCP) pour la sécurité sanitaire des aliments⁵ afin de renforcer les capacités de PME du secteur alimentaire au Ghana. L'initiative consiste à aider ces PME à élaborer et à mettre en œuvre des BPH et des BPF, qui sont des éléments importants lorsqu'il s'agit de garantir la sécurité sanitaire des aliments dans l'ensemble de la chaîne de production alimentaire. Les bénéficiaires sont des membres de l'association des bouchers et de l'association des transformateurs de lait et de yaourt, ainsi que des marchands de viande de brousse, au Ghana. La FAO, en collaboration avec l'école vétérinaire de l'Université des sciences et de la technologie Kwame Nkrumah, a mis au point un programme générique sur l'HACCP à l'abattoir de Kumasi. Les autorités compétentes du Ghana et du Libéria ont été formées à l'inspection ante-mortem et post-mortem et au suivi des BPH et des BPF dans les abattoirs. Cette formation complète visait à améliorer les normes de sécurité sanitaire des aliments, à faire en sorte que les produits alimentaires issus des abattoirs respectent les obligations internationales en matière de sécurité sanitaire et, en fin de compte, à rendre les systèmes alimentaires plus sûrs dans la région. En outre, la FAO a reçu un financement du Gouvernement de l'Irlande, par l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la marine, afin de mener des travaux sur la sécurité sanitaire des aliments, et travaille actuellement avec la République togolaise sur des orientations destinées aux PME et consacrées au respect des BPH et à l'HACCP conformément aux Principes généraux d'hygiène alimentaire du Codex.
19. Grâce à un financement de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires de la Suisse, la FAO aide à mettre à la disposition des PME des orientations visant à renforcer la sécurité sanitaire des aliments dans les chaînes de valeur de la viande et des produits laitiers, en particulier au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie continentale et à Zanzibar. Les approches de ces orientations et de ces formations seront fondées sur la boîte à outils BPH et HACCP de la FAO pour la sécurité sanitaire des aliments, et donc sur les Principes généraux d'hygiène alimentaire du Codex. Les résultats seront consultables dans le monde entier.

⁴ <https://www.afro.who.int/sites/default/files/2023-07/AFR-RC73-6%20Strat%C3%A9gie%20r%C3%A9gionale%20pour%20acc%C3%A9l%C3%A9rer%20la%20mise%20en%20%C5%93uvre%20et%20le%20suivi%20des%20plans%20d%27action%20nationaux%20pour%20combattre%20la%20r%C3%A9sistance%20aux%20antimic.pdf>.

⁵ <https://www.fao.org/good-hygiene-practices-haccp-toolbox/fr>.

Les contrôles fondés sur le risque

20. La FAO a adopté l'approche de l'analyse décisionnelle multicritères pour aider les autorités compétentes à classer et hiérarchiser les aliments et les risques qui leur sont associés et ainsi faciliter les contrôles officiels fondés sur le risque. Des formations sur la classification et la hiérarchisation des risques ont été dispensées au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal en 2023 et en 2024. Au Ghana, des activités sur le contrôle de la qualité fondées sur les principes de l'HACCP ont été mises en œuvre dans les abattoirs, puis les autorités compétentes et des professionnels du secteur alimentaire ont été formés aux BPH et aux BPF.

Amélioration des marchés alimentaires traditionnels

21. L'OMS continue de contribuer à la mise en œuvre de l'initiative en faveur de marchés alimentaires sains, qui vise à apporter des améliorations progressives mais pérennes dans les marchés alimentaires traditionnels en adoptant l'approche «Une seule santé». Des projets d'amélioration des marchés ont été mis en place à Dakar, au Sénégal, et dans deux marchés pilotes à Douala, au Cameroun. Au Ghana, la FAO a établi un schéma et un profil des acteurs de la viande de brousse et a aidé des marchandes à améliorer leurs bonnes pratiques d'hygiène dans les marchés.

PROMOTION DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

22. Les bureaux régionaux de l'OMS et de la FAO pour l'Afrique facilitent depuis des années la célébration de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments en collaboration avec le PAM, le CCAFRICA et le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine, afin d'appeler l'attention sur des mesures visant à prévenir, détecter et gérer les risques d'origine alimentaire et de susciter la prise de telles mesures. En juin 2024, cette manifestation conjointe qui a réuni des parties prenantes du secteur alimentaire de tout le continent a été l'occasion de sensibiliser au fait qu'il est important de mieux se préparer et d'intervenir plus efficacement face aux situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments et de mettre en commun des connaissances et des pratiques optimales dans ce domaine. La FAO et l'OMS, par l'intermédiaire de leurs bureaux régionaux, collaborent régulièrement dans le contexte de la célébration annuelle de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments au niveau régional. À cette occasion, des tables rondes de haut niveau permettent de faire passer des messages forts en faveur de la sécurité sanitaire des aliments afin d'encourager les pays à se mobiliser davantage.

RECOMMANDATIONS

23. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, à sa 25^e session, est invité à :
- i) noter que le soutien constant de la FAO et de l'OMS est nécessaire pour renforcer les capacités en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments dans la région;
 - ii) prendre acte des efforts conjoints déployés par la FAO et l'OMS dans la région en ce qui concerne la résistance aux antimicrobiens, les activités du Codex Alimentarius par l'intermédiaire du FFC, l'analyse des risques et le renforcement des systèmes nationaux de contrôle des aliments;
 - iii) se féliciter de différentes initiatives et activités portant sur des questions telles que le renforcement des systèmes nationaux de contrôle des aliments, l'accroissement de la participation aux activités des organes internationaux chargés de l'établissement de normes et le renforcement des capacités scientifiques en matière de production de données visant à étayer les évaluations des risques associés à la sécurité sanitaire des aliments;
 - iv) saluer le rôle de la FAO et de l'OMS dans le cadre de la mobilisation de ressources et de la planification des travaux visant à remédier à des problèmes émergents recensés lors de précédentes sessions du CCAFRICA, notamment les aflatoxines, la résistance aux antimicrobiens, les résidus de pesticides et les contaminants dans les aliments;
 - v) prendre note des travaux entrepris par la FAO et l'OMS dans le contexte de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine, lesquels ont permis d'accroître les efforts visant à promouvoir la facilitation des échanges en harmonisant les obligations en matière de contrôle des aliments dans la région;
 - vi) prendre note des approches et des mécanismes mis actuellement en œuvre aux fins de l'exécution du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO et de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments 2022-2030 au sein des États membres;

- vii) contribuer aux manifestations régionales conjointes collaboratives de promotion et de sensibilisation qui sont organisées dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments;
- viii) prendre note des thèmes définis dans le cadre du programme de prospection de la FAO, qui est d'importance mondiale, et faire part de son intérêt pour ces thèmes, notamment l'économie circulaire, les inhibiteurs environnementaux et les nouveaux aliments et nouveaux systèmes de production d'aliments, et noter que ces thèmes devront faire l'objet d'un suivi dans toute la région Afrique, car ils sont liés à d'importants problèmes qui concernent la région, notamment le changement climatique ou le fait qu'il est nécessaire de nourrir une population croissante tout en veillant à la durabilité et à la sécurité sanitaire des aliments dans nos systèmes agroalimentaires.

24. Le Comité, à sa 25^e session, est également encouragé, compte tenu des recommandations formulées ci-dessus, à partager des informations et à faire le point sur:

- i) les améliorations qu'il faudrait apporter pour que les pays puissent échanger des informations sur différents aspects de la sécurité sanitaire des aliments qui orientent les travaux et les approches au niveau régional visant à contribuer au recensement des problèmes nouveaux et émergents dans la région;
- ii) les nouveaux problèmes ayant des incidences sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments dans la région qui sont apparus depuis la 24^e session du CCAFRICA;
- iii) les travaux pertinents qui pourraient être menés dans la région par les pays membres, le CCAFRICA, la FAO et l'OMS.